

LETTRE OUVERTE AUX DIRIGEANTS POLITIQUES DU CANADA

Destinataires : Le très honorable Stephen Harper, député et chef du Parti conservateur du Canada;
L'honorable Michael Ignatieff, député et chef du Parti libéral du Canada;
Gilles Duceppe, député et chef du Bloc Québécois
L'honorable Jack Layton, député et chef du Nouveau parti démocratique;
Elizabeth E. May, chef du Parti Vert du Canada.

Expéditeur : Anthony Ariganello, CPA (DE), FCGA, président et chef de la direction
Association des comptables généraux accrédités du Canada

Date : Avril 2011

Objet : Relance et croissance économique du Canada

Le Canada a eu la chance de s'être relativement bien tiré de la crise financière mondiale, mais la relance est fragile, et notre économie demeure confrontée à d'importants défis à long terme. Au cours de la présente campagne électorale, CGA-Canada vous engage vivement à envisager la réforme de deux grands pans des politiques gouvernementales, à savoir la fiscalité et la réglementation. Ce que nous proposons se traduirait par un contexte commercial nettement plus favorable, tout particulièrement pour les petites et moyennes entreprises (PME) du pays, qui emploient plus de 60 pour cent des travailleurs canadiens et font un apport majeur au PIB du Canada. Ces réformes se révéleraient avantageuses, aussi, pour les contribuables. Et dans la mesure où elles sont menées judicieusement, elles permettraient au gouvernement d'accroître son efficacité et de réduire ses coûts. Le plus intéressant, c'est qu'il s'agit d'initiatives peu coûteuses, qui cadrent bien avec une conjoncture qui impose la retenue.

Politique fiscale

CGA-Canada préconise un système fiscal fondé sur les principes d'équité, de simplicité et d'efficacité. Il importe aussi que les taux d'imposition soient concurrentiels à l'échelle internationale, pour que nos entreprises soient à même de livrer concurrence dans un marché mondialisé, pour que notre pays puisse mobiliser investissements et capitaux, et pour décourager l'évitement fiscal. Les derniers gouvernements fédéraux se sont montrés réceptifs à la nécessité d'améliorer la compétitivité du système fiscal. En revanche, il reste beaucoup à faire pour en accroître l'équité, la simplicité et l'efficacité.

Au fil des ans, le système fiscal du Canada s'est transformé en un labyrinthe de règles, de crédits et d'exceptions, et même les personnes chargées de l'administrer ont de la difficulté à s'y retrouver. C'est l'un des systèmes fiscaux les plus complexes au monde, ce qui nuit à la compétitivité de nos entreprises. C'est pour les PME que le fardeau d'avoir à se conformer à un tel système est le plus lourd : ne disposant pas des mêmes ressources que les grandes entreprises, elles sont contraintes de consacrer à la conformité des efforts qui pourraient être dévolus à des activités plus novatrices et productives.

CGA-Canada est d'avis que le système fiscal du Canada doit faire l'objet d'une importante réforme. En ce sens, la première étape est de nommer un groupe d'experts qui remettra au gouvernement un avis indépendant et un plan d'action. Certains de nos principaux partenaires commerciaux procèdent

actuellement à de telles réformes afin de s'assurer que leur système fiscal est concurrentiel et adapté aux enjeux du XXI^e siècle.

Une des causes importantes de la complexité de notre système fiscal est l'accumulation de mesures fiscales proposées non inscrites dans la loi qui entraînent de la confusion pour les contribuables, les spécialistes en déclarations de revenus et les personnes chargées de l'administration de l'impôt. CGA-Canada estime que le prochain gouvernement devrait introduire une disposition de réexamen pour les mesures fiscales proposées qui n'ont pas été intégrées à la loi. Cette disposition comprendrait un délai réglementaire au terme duquel une mesure fiscale qui n'a pas été inscrite dans la loi deviendrait périmée et ne pourrait pas y être intégrée rétrospectivement.

Le fardeau réglementaire

Beaucoup des CGA du Canada possèdent une PME, travaillent pour une PME ou fournissent des services aux PME. Lorsqu'on les a sondés, récemment, pour connaître leur opinion sur l'entrepreneuriat au Canada, le fardeau de la réglementation a fait l'objet d'un feu nourri de critiques. À l'instar du système fiscal, le système de réglementation du Canada est devenu un véritable borborygme de dispositions coûteuses, confuses et qui se chevauchent. Nous ne remettons pas en question ici la nécessité d'établir des règlements visant à protéger les Canadiens de menaces réelles à leur santé, leur sécurité, leur environnement ou leurs droits en tant que consommateurs. Par contre, le fardeau réglementaire est tel qu'il siphonne inutilement les ressources limitées des PME. Il nous faut trouver des façons plus judicieuses et efficaces de mettre en place les protections réglementaires que nous recherchons.

CGA-Canada vous invite à prendre l'engagement de fixer une cible pour la réduction des formalités administratives ainsi qu'un processus efficace et transparent pour atteindre cette cible. Nous recommandons en outre que le prochain gouvernement fédéral organise une rencontre fédérale-provinciale-territoriale-municipale afin de convenir d'un cadre commun de réduction des lourdeurs administratives. Les sondages se succèdent et le confirment : c'est l'effet cumulatif des chevauchements de la réglementation qui constitue l'aspect le plus onéreux de la conformité. Pour réaliser des progrès véritables à ce chapitre, il faut que toutes les administrations collaborent afin de réduire les cas de double emploi dans la réglementation.

Les défis à l'horizon

Ces propositions relatives à la fiscalité et à la réglementation sont des initiatives peu coûteuses qui rapporteront beaucoup, à long terme; elles conviennent parfaitement au contexte actuel, dans lequel la marge de manœuvre est mince, en matière fiscale. C'est d'autant plus vrai quand on prend en considération les grands enjeux qui se profilent à l'horizon, dont notamment les suivants :

- renégociation des transferts aux provinces dans le domaine de la santé;
- adaptation du système de santé au défi du vieillissement constant de la population;
- établissement d'un financement à long terme pour les villes et la réfection des infrastructures publiques;
- maintien des régimes et revenus de retraite;
- maintien de la viabilité des programmes sociaux du Canada, dans un contexte de vieillissement de la population.

Jusqu'à maintenant, il n'a pas été assez question de ces enjeux, dans la campagne. Les Canadiens gagneraient à ce que l'on aborde franchement les défis qui nous attendent. CGA-Canada entend continuer de participer au débat pour toutes les questions où elle peut faire un apport utile en raison de son expertise ou des résultats de ses recherches.

En conclusion, au nom de tous nos membres, je tiens à tous vous remercier, ainsi que vos candidats et travailleurs de campagne. Le Canada a besoin de leaders talentueux et déterminés pour surmonter les embûches qui s'annoncent, et nous sommes conscients des sacrifices qu'exige la vie publique.

Nous vous souhaitons à tous la meilleure des chances à la prochaine élection.

[Copie originale signée par : Anthony Ariganello]